



Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe

DPI/WCDRR/1
14 mars 2015

1^{re} séance plénière - matin

LA CONFÉRENCE MONDIALE DES NATIONS UNIES SUR LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE DONNE LE COUP D'ENVOI D'UNE ANNÉE IMPORTANTE EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

« La durabilité commence à Sendai », déclare le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon

La troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe s'est ouverte, ce matin, à Sendai, au Japon, marquant ainsi le coup d'envoi d'une année diplomatique particulièrement riche sur le plan du développement durable. « C'est la première étape de notre parcours vers un avenir nouveau », a déclaré le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon. « La durabilité commence à Sendai », a-t-il lancé.

La Conférence, qui se déroule dans une ville emblématique, frappée de plein fouet il y a tout juste quatre ans par l'un des pires séismes de l'histoire, doit proposer un cadre de réduction des risques de catastrophe pour l'après-2015 et arrêter les modalités de son examen périodique.

Ouverte en présence de l'Empereur Akihito et de l'Impératrice Michiko du Japon, du Secrétaire général de l'ONU, de chefs d'État et de gouvernement et de ministres d'une centaine de pays, elle doit se conclure le 18 mars par l'adoption d'un document final.

La troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe sera suivie, cette année, de la Conférence internationale sur le financement du développement, du 13 au 26 juillet, à Addis-Abeba; du Sommet spécial des Nations Unies sur le développement durable, en septembre à New York; et de la vingt et unième Conférence des Parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21), du 30 novembre au 15 décembre à Paris.

Depuis la dernière conférence sur cette question à Kobe, au Japon, en janvier 2005, au moins 700 000 personnes sont mortes à la suite de catastrophes, 1,7 milliard d'autres ont été affectées, tandis que les pertes économiques se sont élevées à 1 400 milliards de dollars. La première conférence avait eu lieu à Yokohama, en 1994.

Pour le Secrétaire général, la Conférence de Sendai constitue la réunion au niveau le plus élevé sur la réduction des risques de catastrophe qui n'ait jamais eu lieu. « C'est la première étape de notre parcours vers un avenir nouveau », a-t-il déclaré.

La réduction des risques de catastrophe contribue à accélérer les progrès en matière de développement durable et de lutte contre les effets des changements climatiques. Il a expliqué que l'adoption d'un document final ambitieux à Sendai « nous mettrait sur la voie d'un nouveau programme de développement durable, avec de nouveaux objectifs, d'un accord universel sur le climat, ainsi que d'un financement traduisant les plans nationaux en résultats concrets ».

(à suivre)

« Le sujet qui nous occupe a une réelle signification pour des millions de personnes dans le monde », a-t-il souligné, en invitant à placer les besoins de ces personnes au centre des négociations sur un accord.

« Il nous faut maintenant répondre aux besoins croissants du monde en autonomisant les individus, en soutenant les communautés et en affectant des ressources à la réalisation des promesses », a-t-il ajouté, en mettant notamment l'accent sur la nécessité d'aider les plus pauvres et les plus vulnérables.

« Les changements climatiques augmentent les risques pour des centaines de millions de personnes, en particulier ceux des petits États insulaires en développement et des zones côtières », a observé le Secrétaire général, en évoquant également le grave danger que courent les personnes handicapées et les personnes âgées.

Neuf catastrophes sur dix ont lieu dans des pays à revenus faible ou moyen, a-t-il signalé, en recommandant de leur accorder une attention particulière. La réduction des risques de catastrophe est « l'affaire de tous », a poursuivi M. Ban. « Dans une économie mondialisée, le monde n'est qu'un village », et, par conséquent, « lorsqu'un séisme secoue un pays, il secoue les marchés financiers des autres » et « les tempêtes tropicales dans une région engendrent des troubles économiques dans une autre ».

Le Secrétaire général a expliqué que la réduction des risques de catastrophe permettait de se prémunir contre les effets des changements climatiques. C'est, a-t-il dit, « un investissement intelligent pour les entreprises et un investissement sage pour sauver des vies ».

La facture annuelle de ces catastrophes dépasse aujourd'hui 300 milliards de dollars, a-t-il relevé, en appelant à la réduire en investissant dans le développement. « Investir 6 milliards de dollars chaque année permettrait d'économiser 360 milliards de dollars par an d'ici à 2030. »

Le Secrétaire général a conclu son allocution d'ouverture de la Conférence en affirmant que la véritable résilience venait des liens forts établis au sein des pays et des communautés, ce que l'ONU est engagée à renforcer en adoptant un plan d'action unifié. « Je compte sur votre engagement », a-t-il lancé à l'adresse des délégations.

La Présidente de la Conférence et Ministre à la gestion des risques de catastrophe du Japon, Mme Eriko Yamatani, a souligné que 10 années s'étaient écoulées depuis l'adoption du Cadre d'action de Hyogo. Depuis lors, des progrès ont été réalisés dans la réduction des risques de catastrophe aux niveaux local, national, régional et mondial grâce aux efforts des pays et des parties prenantes.

Dans le même temps, des catastrophes ont continué de causer des pertes en vies humaines et des dégâts dans différents endroits de la planète, y compris dans la région de Tohoku, touchée par le grand tremblement de terre de l'est du Japon, il y a quatre ans. En outre, a-t-elle dit, des phénomènes récents tels que l'urbanisation, les changements climatiques et la mondialisation ont entraîné de nouveaux risques de catastrophe.

Toutefois, des lacunes subsistent dans le Cadre d'action de Hyogo, notamment pour se doter de cadres adéquats pour sa mise en œuvre. Il est ainsi urgent, a-t-elle souligné, de promouvoir la réduction des risques de catastrophe pour protéger plus efficacement les personnes, les communautés et les pays, les moyens de subsistance, la santé, l'héritage culturel, les avantages socioéconomiques et les écosystèmes.

(à suivre)

Il est essentiel de créer un successeur au Cadre d'action de Hyogo pour augmenter les investissements en faveur de la résilience des risques de catastrophe.

Le Premier Ministre du Japon -pays hôte de la Conférence-, M. Shinzo Abe, a rappelé que le grand tremblement de terre d'une ampleur sans précédent, qui avait frappé l'est du Japon, en mars 2011, avait fait environ 20 000 morts et eu de lourdes conséquences sur les moyens de subsistance de la population japonaise. Il a exprimé la reconnaissance et l'émotion du Japon pour l'aide et les dons apportés par de nombreux pays à cette occasion.

M. Abe a indiqué que le Japon travaillait durement sur la réduction des risques de catastrophe depuis longtemps. Le Japon, a-t-il expliqué, souligne l'importance de la nouvelle expression « Reconstruire en mieux » qu'il a faite sienne depuis de longues années et a expliqué les efforts réalisés dans ce cadre pour affronter les conséquences des catastrophes.

Au cours de cette Conférence, a-t-il poursuivi, nous partagerons les expériences et leçons actuelles et passées issues des quatre coins du monde, confirmerons les activités établies sur la base du Cadre d'action de Hyogo, discuterons de l'utilisation de nouvelles technologies, rechercherons une collaboration efficace avec les différentes parties prenantes et définirons un nouveau cadre.

S'exprimant en sa qualité de futur président de la COP21, le Ministre des affaires étrangères de la France, M. Laurent Fabius, a rappelé que si les Conférences de Sendai et de Paris traitaient de deux sujets apparemment distincts, « les deux sujets sont totalement liés ».

Il a en effet remarqué que plus de 70% des catastrophes naturelles étaient liées au dérèglement climatique, ce qui représente deux fois plus qu'il y a 20 ans. Au total, a-t-il ajouté, « plus de 70 pays sont identifiés comme extrêmement vulnérables car ils sont exposés à des événements climatiques extrêmes ».

Le Ministre français des affaires étrangères a donné l'exemple des Philippines où 20 typhons ont lieu par an, en moyenne. « Si les pays riches ne sont pas à l'abri, comme le démontre l'exemple du Japon, les plus exposés sont les plus pauvres car ils sont les plus démunis pour y faire face. »

« Il ne faut pas mélanger les diverses négociations », a recommandé M. Fabius, tout en arguant que « le combat pour la réduction des risques de catastrophe que nous menons depuis plusieurs années est aussi un combat pour le climat ». « Les deux luttes doivent être menées ensemble parce que les solutions sont en grande partie les mêmes », a-t-il expliqué.

Le Chef de la diplomatie française a donné l'exemple de la mise en place de systèmes d'alerte contre les catastrophes naturelles qui est aussi une contribution à l'adaptation aux changements climatiques.

« Il en est de même « quand on prend en compte les risques du dérèglement climatique dans la conception de bâtiments ou l'aménagement des zones côtières », a-t-il fait remarquer. M. Fabius a donc appelé à penser les problèmes ensemble et non séparément.

Il a indiqué s'être rendu en Nouvelle-Calédonie fin 2014, avec le Président de la France, M. François Hollande, pour participer à un sommet avec les dirigeants des États insulaires de la région. « Ces pays nous ont exprimé le besoin d'avancer à Sendai et de trouver, à Paris, un accord sur le climat qui permette de limiter la hausse des températures à 2 degrés et si possible à 1,5 degré », a-t-il témoigné.

(à suivre)

« Leur survie est en cause », a-t-il prévenu, en soulignant la nécessité, pour la communauté internationale, de les aider à mettre en place ou à renforcer les systèmes d'alerte et de réaction face aux catastrophes.

Le Ministre a salué les efforts faits par le passé et s'est réjoui des nouvelles mesures qui seront annoncées dans les prochains jours. Il a cependant appelé à adopter un objectif commun en plaidant en faveur d'une couverture universelle, notamment en s'appuyant sur la téléphonie mobile. Il a lancé un appel pour que les pays les plus vulnérables puissent accéder à un dispositif mondial qu'on pourrait appeler « Alerte catastrophe climatique ».

Il s'agirait, a expliqué M. Fabius, de « fournir à tous les pays concernés des données météorologiques que plusieurs États tirent de leur réseau de surveillance météorologique implanté dans le monde entier ».

Le Ministre a notamment insisté sur l'importance de financer l'acquisition de moyens informatiques et de communication pour traiter les données et les diffuser. « Cet effort est à notre portée », a-t-il estimé, en assurant que la France était prête à y prendre sa part.

M. Fabius a souhaité que les Nations Unies, en lien avec la Banque mondiale et avec tous ceux qui contribuent ou sont prêts à contribuer à un tel effort, « organisent dans les meilleurs délais des réunions pour définir les modalités de ce dispositif ».

Enfin, il a affirmé vouloir constituer une « Alliance de Paris pour le climat » en vue de la COP21, reposant sur « quatre piliers »: « un accord universel et différencié limitant le réchauffement climatique à 2 degrés, des contributions nationales, un accompagnement financier, et un « agenda des solutions » qui rassemblerait tous les acteurs (villes, régions, entreprises) en plus des gouvernements ».

De son côté, Mm Regina Pritchett, représentante des neuf grands groupes au titre de l'Action 21, a notamment souhaité que le programme de développement pour l'après-2015 permettra de faciliter les liens entre les parties prenantes et fera en sorte que la Stratégie sur la réduction des risques de catastrophe puisse être inclusive.

Le Maire de Sendai, Mme Emiko Okuyama, a, quant à elle, jugé important d'impliquer les femmes, les enfants, les personnes âgées, les entreprises privées et les autres parties prenantes, dans la planification de réduction des risques de catastrophe.

C'est pour cette raison, a-t-elle dit, que le Forum public de la Conférence a préparé des pavillons sur les thèmes de la collaboration de la société civile et du genre, en lien avec la réduction des risques de catastrophe.

Dans les zones de Tohoku affectées par le séisme de 2011, « on peut voir comment les efforts se poursuivent », a-t-elle souligné. « Nous espérons que les expériences et les enseignements tirés de cette catastrophe seront pris en compte dans les nouvelles stratégies de réduction des risques de catastrophe », a ajouté Mme Okuyama.

Après la séance d'ouverture de la Conférence, se sont également exprimés M. Gurbanguly Berdimuhamedov, Président du Turkménistan; le Roi Mswati III du Swaziland; M. Emanuel Mori, Président des États fédérés de Micronésie; M. Uhuru Kenyatta, Président du Kenya; M. Baldwin Lonsdale, Président de Vanuatu; M. Al Hadji Yahya Jammeh, Président de la Gambie; M. Robert Mugabe, Président du Zimbabwe; M. Paul Biya, Président du Cameroun; et M. Faure Essozimna Gnassingbé, Président du Togo. Le Roi du Swaziland est également intervenu au nom du Président de la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale, M. Sam Kutesa.

Auparavant, la Conférence avait élu par acclamation à sa vice-présidence les pays suivants proposés par les grands groupes régionaux: Bangladesh, Équateur, Fédération de Russie, Finlande, Jamaïque, République tchèque, Suisse et Thaïlande.

M. Toni Frisch, de la Suisse, a été désigné comme Rapporteur général de la Conférence.

* * * *

(à suivre)